



## RECOMMANDATIONS ADOPTÉES

### LORS DU CONSEIL FÉDÉRAL

DES 5, 6 ET 7 DÉCEMBRE 2001

---

#### 8. LUTTE À LA PAUVRETÉ

##### PROPOSITION

Que le conseil fédéral reçoive le rapport sur la campagne CSN contre la pauvreté et adhère au manifeste « *Pour un Québec sans pauvreté* » et incite tous les syndicats à en faire autant et à sensibiliser leurs membres en appuyant des actions en conséquence ».

#### 5. RAPPORT D'ÉTAPE SUR L'HARMONISATION INTERORDRE

##### PROPOSITION

Que le conseil fédéral reçoive le rapport d'étape et le document « *Les programmes harmonisés entre les trois ordres d'enseignement : le secondaire, le collégial et l'université* ».

#### 10. ACTION POLITIQUE

##### PROPOSITION

Que le conseil fédéral adopte la position suivante à l'égard de l'action politique :

Dans le cadre de leurs responsabilités respectives, la FNEEQ et la CSN :

- § affirment leur volonté de rester indépendante de tout parti politique ;
- § travaillent à créer des conditions favorables à l'émergence et à l'expansion de nouvelles forces politiques ;
- § considèrent nécessaire que se forme au Québec une alternative politique aux principaux partis politiques existant et qui rompt avec le néolibéralisme ;

- § contribuent à la revalorisation et à la démocratisation de la vie politique ;
  - à cet effet, qu'elles prônent :
    - § une réforme du mode de scrutin qui introduit des éléments de représentation proportionnelle ;
    - § un rôle accru des citoyennes et des citoyens à la vie politique ;
    - § une refonte des institutions parlementaires conférant un véritable rôle aux député-es ;
- § pratiquent un syndicalisme engagé dans la défense d'un projet de société où prévalent la démocratie, la liberté, la justice, le partage de la richesse, la solidarité sociale tant au niveau international que national ;
- § défendent un projet de société en alliance la plus large possible et aussi souvent que nécessaire avec les autres mouvements sociaux et organismes progressistes de la société civile, y compris au niveau international;
- § demeurent vigilantes et critiques face aux politiques des différents gouvernements et aux programmes des partis politiques ;
- § offrent à leurs membres des programmes d'éducation politique et d'éducation à la citoyenneté.

Que le conseil fédéral mandate les personnes déléguées de la fédération aux instances confédérales à défendre cette position.

## 11. QUESTIONS DE PRIVILÈGE

### **Syndicat des travailleuses et travailleurs en alimentation de IGA-St-Hyacinthe**

#### **PROPOSITION**

Que le conseil fédéral appuie la lutte du Syndicat des travailleuses et travailleurs en alimentation de IGA-St-Hyacinthe et la campagne CSN de soutien à cette lutte, lui octroie un don de 1 000 \$ et invite ses syndicats à appuyer la campagne et à verser une contribution financière au syndicat.

#### **PROPOSITION**

**Syndicat des travailleuses et travailleurs de la région de Drummondville, secteur de St-**

### **Nicéphore**

Que le conseil fédéral appuie la lutte du Syndicat des travailleuses et travailleurs de la région de Drummondville, secteur St-Nicéphore, lui octroie 1 000 \$ et invite ses syndicats à l'appuyer et à lui verser une contribution financière.

### **PROPOSITION**

#### **Syndicat des travailleurs de Mométal**

Que le conseil fédéral appuie la lutte du Syndicat des travailleurs de Mométal, lui octroie 1000 \$ et invite ses syndicats à l'appuyer et à lui verser une contribution financière.

## **14. C-36 ET PROJET DE LOI C-42**

### **PROPOSITION**

Que le conseil fédéral reçoive le rapport sur les différents projets de loi au Parlement canadien, dénonce l'adoption du projet de loi C-36 et s'oppose aux nouveaux projets de loi C-42 et C-35.

## **17. RÉFORME DES CURRICULUMS AU PRIMAIRE ET AU SECONDAIRE**

### **PROPOSITION**

1. Que le conseil fédéral reçoive le document « La réforme à l'enseignement primaire et secondaire » et mandate le comité école et société à poursuivre son travail afin d'élaborer une critique approfondie des finalités et des effets de cette réforme sur l'éducation primaire et secondaire.
2. Que le conseil réaffirme sa vive opposition à l'introduction de l'obligation de résultats dans la gestion du système d'éducation et ce, quel que soit l'ordre d'enseignement concerné ;
3. Que le conseil s'inquiète de l'impact sur l'emploi de la mise en œuvre de la réforme ;
4. Que le conseil réaffirme qu'une réforme de l'éducation ne saurait porter ses fruits dans un contexte où les besoins fondamentaux ne sont pas satisfaits et rappelle l'importance de la lutte contre la pauvreté ;

5. Que le conseil appuie les recommandations suivantes du regroupement privé à l'effet de :

§ recommander aux syndicats de profiter de la conjoncture initiée par l'implantation prochaine de la réforme au secondaire pour mettre à jour les clauses relatives au perfectionnement et d'entreprendre des démarches auprès des employeurs afin que ceux-ci dégagent les ressources nécessaires au perfectionnement des enseignantes et des enseignants ;

§ recommander aux syndicats de signer une entente avec l'employeur à l'effet que les parties étudieront, avant la mise en application du nouveau régime pédagogique, l'impact de la réforme sur l'organisation du travail et conviendront des mesures susceptibles de préserver les emplois du personnel enseignant déjà au service de l'établissement en ajustant, s'il y a lieu, la convention collective.

## 15. **DÉCLARATIONS DE LA COALITION NON ! À LA GUERRE, NON ! AU TERRORISME, CELLE DE LA CSN ET CELLE DE LA FNEEQ**

### **PROPOSITION**

- Attendu l'attentat criminel du 11 septembre 2001 que rien ne saurait justifier ;
- Attendu le caractère répressif et réactionnaire du régime taliban initialement financé et soutenu par les États-Unis pour des raisons géostratégiques ;
- Attendu qu'il importe que le peuple afghan et, au premier chef, les femmes afghanes conquièrent tout le pouvoir et la liberté nécessaires pour déterminer l'avenir politique de l'Afghanistan ;
- Attendu que les bombardements en Afghanistan, qui causent la mort de victimes innocentes et provoquent une migration massive dans des conditions inhumaines, constituent un acte criminel, et non un geste de défense ;
- Attendu que le droit international doit se substituer à la force pour pourchasser les terroristes, les accuser et les punir selon les principes qui fondent tout état de droit ;
- Attendu l'inquiétude manifestée par les forces démocratiques des sociétés civiles devant la montée du discours sur la sécurité et le renforcement des législations et des dispositifs répressifs ;

Attendu le projet de loi du Parlement du Canada sur le terrorisme laquelle, de l'avis de plusieurs, présente une définition abusive du terrorisme menaçant les libertés civiques ;

Il est convenu :

1. Que la FNEEQ dénonce l'attentat criminel du 11 septembre 2001 ;
2. « Que la FNEEQ considère que ce terrorisme se nourrit de trop nombreuses et récurrentes injustices sociales, telle l'injustice faite aux peuples palestinien et irakien.
3. Qu'elle affirme que mettre fin à ces injustices, sur la base du droit et de la solidarité, est la voie à privilégier pour éradiquer ce terrorisme. »
4. Que la FNEEQ dénonce les bombardements en Afghanistan et toute action de même nature et s'insurge contre l'attitude suiviste du gouvernement canadien à l'endroit de l'administration Bush ;
5. Que la FNEEQ exprime sa solidarité la plus totale à l'endroit du combat des femmes afghanes contre le régime taliban particulièrement celles qui, dans des conditions de répression inimaginable, enseignent aux petites filles de ce pays ;
6. Que la FNEEQ considère que, plus que jamais, la paix et la justice sociale sont des valeurs indissociables, qu'elle encourage ses membres à intensifier leurs efforts pour une éducation citoyenne, pacifiste et critique, et qu'elle joigne sa voix aux différents groupes qui condamnent le militarisme ambiant ;
7. Que la FNEEQ joigne sa voix à celles et ceux qui, présentement, lancent de nombreux appels à la modération et apporte sa contribution pour que les institutions internationales, telle l'ONU, assument pleinement leurs responsabilités.

## 16. DONS

### 16.1 « Action internationale »

#### PROPOSITION

Que le conseil fédéral accepte les dons suivants :

---

§	En soutien au peuple afghan dont 500 \$ à Médecins du Monde et 500 \$ en solidarité avec les Afghanes de RAWA ( <i>Revolutionary Association of Women of Afghanistan</i> )	1 000\$
§	Amitié Haïti-Lévis Groupe Paramundo (Collège Sainte-Anne-de-la-Pocatière)	600 \$

## **16.2 Campagne CSN des « paniers de Noël »**

### **PROPOSITION**

Que le conseil fédéral demande aux syndicats d'appuyer la campagne CSN des « paniers de Noël ».

## **18. INTERNATIONALE DE L'ÉDUCATION (IÉ)**

### **20.1 Congrès de juillet 2001**

#### **PROPOSITION**

Que le conseil fédéral reçoive le rapport de la participation de la FNEEQ au Congrès de l'Internationale de l'Éducation, en juillet 2001.

### **20.2 Conférence sur l'enseignement supérieur**

#### **PROPOSITION**

Que le conseil fédéral reçoive le rapport sur la Conférence sur l'enseignement supérieur.

## **19. FORUM MONDIAL DE L'ÉDUCATION À PORTO ALEGRE**

### **PROPOSITION**

Que le conseil fédéral reçoive le rapport présenté par Caroline Senneville.

## **9. FORMATION CONTINUE**

### **PROPOSITION**

Que le conseil fédéral reçoive le document CSN intitulé « *Réussir le virage de la formation continue, une urgence pour le Québec* ».

/DD

23 janvier 2002